



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle

2 au 8 septembre 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

LITIGE FONCIER A ANDOHATAPENAKA : MARC RAVALOMANANA TIENT TÊTE A L'ETAT

Le torchon brûle de nouveau entre Marc Ravalomanana et le pouvoir en place. En effet, l'ancien Chef d'Etat et sa délégation sont descendus sur le terrain d'Andohatapenaka, tôt dans la matinée du 5 septembre dernier, afin de s'opposer aux travaux de construction et d'aménagement entrepris sur le site. A cette occasion, il a été accompagné par des parlementaires de son parti politique, des membres de l'Exécutif de la Commune Urbaine d'Antananarivo, de ses avocats et des agents de la municipalité, tout en exhibant des titres fonciers attestant que le terrain litigieux est la propriété de son groupe industriel Tiko. Si le régime en place réitère qu'il s'agit d'un domaine de l'Etat devant abriter la nouvelle gare routière, figurant parmi les projets présidentiels, le fondateur du TIM reste ferme quant au fait qu'il s'agit de la propriété de Tiko Agri et par conséquent, regrette que l'Etat n'ait pas estimé nécessaire de négocier avant d'entamer un quelconque travaux. Selon Marc Ravalomanana, le pouvoir central n'est pas le seul à avoir planifié un projet à des fins d'utilité publique sur ce site car la CUA avait également prévu d'y construire une fourrière où devront être entreposées les ferrailles et épaves occupant les rues de la capitale. Par la même occasion, l'ordre a été donné de placer en fourrière 3 camions opérant sur le site et ce, pour absence d'autorisation de remblai mais également de documents autorisant leur circulation. Le régime en place n'a pas tardé à riposter en dépêchant à la fourrière d'Anosipatrana, le SG du ministère auprès de la Présidence en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement, accompagné par des éléments cagoulés des forces de l'ordre. Face aux refus des responsables de restituer les véhicules saisis, en raison notamment de l'absence de mandat officiel et de documents autorisant cette opération, l'émissaire du gouvernement a décidé de récupérer les trois camions « manu militari ». Le lendemain, la mairesse Lalao Ravalomanana a vivement condamné cet acte et surtout l'usage de la force, lors d'une conférence de presse et a, à cette occasion, déclaré avoir déposé plainte pour abus de pouvoir. Le ministre Narson Rafidimanana a répliqué en accusant le camp Ravalomanana de se mettre au travers des projets étatiques et affirmé sa détermination à mener le projet de construction de la gare routière à termes.



La **TV PLUS** a accordé une couverture ample à ce bras de fer entre le clan Ravalomanana et le pouvoir central. Elle a notamment mis l'accent sur la déclaration « tonitruante » faite par l'ancien Président selon laquelle le fait que les camions utilisés dans le cadre de ce projet soient dépourvus d'une immatriculation en dit long sur la mauvaise foi des tenants du pouvoir. Ainsi, Marc Ravalomanana a soutenu publiquement qu'il n'y aurait plus de collaboration entre son parti politique et le régime en place car cela ne serait que pure hypocrisie. Face à la déclaration faite par Marc Ravalomanana, **ANTSIVA** et **MATV** estiment que « la guerre est déclarée entre le clan Ravalomanana et le numéro deux du Gouvernement, le ministre Narson Rafidimanana ». En effet, l'ancien Président accuse le ministre en charge des Projets présidentiels d'être à l'origine de l'expropriation de son terrain sis à Andohatapenaka. Si **FREE FM** a plutôt préféré orienter le traitement sur le rejet par Marc Ravalomanana de la tenue d'une élection anticipée alors qu'il se positionne en « adversaire » du régime, rendant ainsi sa position encore plus floue, **VIVA** se demande s'il ne s'agit pas que d'une mascarade, au regard des précédents « volte-face » de l'ancien Chef d'Etat.

Politique

RASSEMBLEMENT DES CITOYENS POUR LA REFONDATION DE MADAGASCAR : UNE NOUVELLE PLATEFORME DE L'OPPOSITION VOIT LE JOUR

Les différentes entités qui composent ou se disent de l'opposition ont décidé de se regrouper au sein d'une même plateforme dénommée « Malagasy Mivondrona ho an'ny Fanorenana » (MMF), traduit littéralement « Rassemblement des citoyens pour la refondation nationale ». Cette nouvelle plateforme de l'opposition regroupe entre autres les mouvements « Dinika ho an'ny Fanavotam-Pirenena » et « Mitsangàna ry Malagasy », le groupement de Soamahamania, le parti politique Tambahatra et la fédération des syndicats Afo Sendikaly. Les objectifs de cette plateforme consistent à dénoncer les défaillances du régime, à sensibiliser la population jusque dans les régions sur la revendication de démission du Président de la République et d'apporter des propositions concrètes pour le développement de Madagascar. Les Sylvain Rabetsaroana, Omer Beriziky, Hajo Andrianainarivelo, Lanto Rakotomavo, Pety Rakotoniaina ou encore Soava Andriamarotafika constituent les principaux leaders de cette plateforme d'opposition l'ayant présenté à la presse. Dans un communiqué lu par Soava Andriamarotafika, la plateforme déclare qu'« il est temps pour les opposants de tous bords de s'organiser et de préparer un programme commun, mais surtout de rassembler les forces ». Le MMF déplore par ailleurs l'attitude du régime actuel qui fait la sourde oreille face aux revendications de tout bord.

Si les chaînes publiques **RNM** et **TVM** n'ont accordé aucune couverture à la formation de cette nouvelle plateforme de l'opposition, ce n'est pas le cas de la majorité des médias privés de la capitale. **VIVA TV** a sollicité les meneurs de la plateforme, dans son Journal Télévisé, afin





*d'exposer les réelles motivations de la structure. De prime abord, le journaliste fait preuve de parti pris en déclarant que le mode de gouvernance est inefficace : appauvrissement de l'ensemble de la population et dégradation des diverses sphères d'activités, la situation se détériore, soutient la station. Un constat partagé par le MMF qui regrette d'autant plus que l'Etat fasse la sourde oreille. Ses représentants ont ainsi expliqué que la fédération en une unique plateforme vise à unir les voix de l'opposition et que tous réclament la tenue d'une élection anticipée avant 2018. **KOLO TV** informe de la tenue de la conférence de presse de présentation de la plateforme Malagasy Mivondrona ho an'ny Fanorenana, en se focalisant sur les revendications communes de ses membres : la refondation nationale et le développement à la base. Pour l'ancien PM Omer Beriziky et l'ancien PDS de Fianarantsoa Pety Rakotoniaina, il s'agit de lutter contre les injustices telles que les abus de pouvoir et le trafic illicite des ressources naturelles, favorisés par la concentration du pouvoir du Président de la République. **ANTSIVA** n'a fait que rapporter le communiqué du MMF et accordé une brève intervention à Pety Rakotoniaina. Les discours appellent les forces vives de la Nation à se joindre au MMF en vue d'identifier ensemble une solution pérenne contre la pauvreté. Fidèles à leur ligne éditoriale, **MATV** et **TV PLUS** se sont contentées de rapporter la formation de la nouvelle plateforme d'opposition tout en spécifiant qu'une cinquantaine d'entités compose le MMF. « Une manifestation est prévue se tenir le 10 septembre prochain, tel que l'avait décidé la réunion du 3 septembre dernier à Andrefan'ambohijanahary, dans les locaux de la PNJ Mazava. Les membres sont en train de débattre de la décision finale à prendre concernant la tenue ou non de cette manifestation », informe la chaîne TV PLUS. Dans l'émission interactive « *Demokrasia Mivantana* » de la **RADIO PLUS**, les auditeurs se sont succédé pour critiquer la gestion des affaires publiques. Beaucoup déplorent l'inertie de l'Etat à faire face à la dégradation de la situation et ont ainsi appelé les tenants du pouvoir à démissionner afin d'éviter un coup d'Etat.*

Economie & Société

INTENSIFICATION DES COUPURES INTEMPESTIVES D'ELECTRICITE : LA JIRAMA ET L'ETAT BLÂMÉS

Depuis plusieurs jours, la capitale et ses périphéries revivent les affres des coupures intempestives d'électricité ou « délestage tournant ». Certains quartiers s'avèrent d'ailleurs pénalisés par des coupures pouvant durer jusqu'à huit heures. La hausse du tarif prévue pour ce mois de septembre est loin d'apaiser la grogne des usagers. Sous l'initiative du ministre de l'Energie par intérim, Herilanto Raveloharison, une réunion d'urgence a été organisée le 5 septembre, entre les représentants de l'Exécutif et ceux de la société Jirama. Selon les explications, les coupures intempestives résultent des différents problèmes de gestion et d'infrastructures rencontrés par la compagnie nationale. « La Jirama fait actuellement face à d'importants problèmes de production d'électricité. Depuis 40 ans, 60% de l'énergie est produite





par les centrales thermiques, ce qui coûte relativement cher » précise le ministre par intérim. La Grande île a déjà mis en place des centrales hydrauliques, mais leur production n'arrive pas encore à couvrir les besoins. Par ailleurs, les subventions étatiques en faveur de la Jirama ont été réduites à 300 milliards d'Ariary, limitant ainsi les opérations de la société d'Eau et d'Electricité. Le ministre Herilanto Raveloharison a par ailleurs déclaré que des mesures sont actuellement adoptées afin de limiter les obligations de coupures mais a prévenu que le déficit de production ne saurait être résolu à court terme. Parmi les principales résolutions entreprises par les autorités figure la lutte contre les branchements illicites.

*La grogne des usagers s'est fait entendre dans les émissions interactives. La majeure partie des auditeurs de l'émission « Demokrasia Mivantana » de **RADIO PLUS** a fustigé la Jirama pour la fréquence ainsi que la durée des coupures intempestives, pour le caractère antiéconomique de l'opération et surtout, pour les dégâts occasionnés. **KOLO TV** a décidé d'approfondir le sujet et a mené des investigations dans l'une des agences de la société. Elle a ainsi fait part de sa consternation en découvrant que les bureaux de la compagnie nationale ne sont pas également épargnés par le délestage. « Certains clients ont dû patienter jusqu'à 5 heures de temps avant d'être reçus » fait remarquer la station. Sollicité par la chaîne, le responsable de la Communication de la Jirama a révélé que les coupures actuelles sont dues au manque de carburant et à la défaillance d'un des groupes électrogènes. Peu convaincue par les « éternelles pannes techniques », **FREE FM** pointe plutôt du doigt la gabegie qui prévaut dans la gestion de la compagnie nationale. « La Jirama est censée s'approvisionner en carburant dans le nord de l'île, à Mahajanga et pourtant le gasoil est encore acheminé depuis le port de Toamasina parce qu'il y a des commissions en jeu » soutient la station. La chroniqueuse Lalatiana Rakotondrazafy fustige également l'immobilisme du Président Rajaonarimampianina qui, selon elle, tarde à combler le poste vacant du ministre de l'Energie. Elle profite de l'occasion pour rappeler aux auditeurs qu'il s'agit d'une promesse électorale non-tenue : « Hery Rajaonarimampianina est un menteur. Il avait promis de résoudre le problème du délestage en seulement trois mois. Presque trois ans après son investiture, on continue toujours de déchanter ». Sur **MATV**, Lita Rabetsara, Président du Réseau National de Défense des Consommateurs (RNDC) se montre très critique envers le gouvernement et soutient que « le délestage est dû aux impayés de l'Etat ». Il prévoit d'organiser prochainement une réunion des consommateurs afin de solliciter l'Etat à faire preuve de plus de transparence. « La gestion de la Jirama doit être transparente. Tous les responsables de branchements illicites doivent être dénoncés » estime-t-il.*

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site Web: www.incipals.eu

